

Roumanie : cueillir des asperges en Allemagne au temps du coronavirus

[Pagini libere](#) | Par Ionuț Cucu | mardi 9 juin 2020

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Roumanie-cueillir-des-asperges-en-Allemagne-au-temps-du-coronavirus>

Début avril, des Roumains sont arrivés en Allemagne pour travailler à la cueillette des asperges. Étant donné la pandémie et la situation précaire des saisonniers, le désastre sanitaire était prévisible. À Bornheim, près de Bonn, ces ouvriers ont cependant eu une réaction inattendue : ils se sont mis en grève. Récit de leur « exploit ».

Traduit par Nicolas Trifon ([article original](#))

À l'annonce de l'ouverture des frontières allemandes, en pleine pandémie, on imaginait volontiers en Roumanie un sombre scénario. Certains l'évoquaient avec empathie, les autres méchamment, cyniquement. Puis le scénario catastrophe a fini par se confirmer, non pas, au vrai, dans les fermes d'asperges mais dans les abattoirs de Pforzheim et Coesfeld (Bad Wurtemberg), où quelque 200 ouvriers roumains ont été contaminés par le coronavirus.



Si ceux venus travailler dans les fermes ont été épargnés par la covid-19, les conflits de travail et les abus se sont poursuivis, comme au cours des années précédentes, le plus souvent sans que les médias s'en fassent l'écho. Les événements de Bornheim sont venus rompre le silence,

écornant l'image que la presse tentait de construire autour des patrons compréhensifs et des embauchés reconnaissants.

Les protestations dans cette petite ville proche de Bonn ont commencé le vendredi 15 mai, quand les hommes et les femmes de la ferme Spargel Ritter ont brusquement cessé le travail. Ayant eu vent de l'événement, la branche de Bonn de la Freie Arbeiter-Union (FAU, anarcho-syndicaliste) a dépêché des militants sur les lieux et les choses n'ont pas tardé à s'éclaircir : Spargel Ritter n'était plus solvable et les contrats des travailleurs et travailleuses devaient s'interrompre bien avant le délai prévu de trois mois.

Les mécanismes de la tricherie

« Insolvabilité », « contrats de trois mois », « travail saisonnier », « agents intermédiaires », ce sont-là des signaux d'alarme claires pour quiconque a suivi la longue série d'abus et d'escroqueries auxquels sont confrontés les travailleurs de l'Est dans les travaux agricoles ou la filière de la viande et, surtout, dans le bâtiment. Le schéma est connu de tous : des personnes de Roumanie, Pologne, Moldavie, Lituanie, d'Albanie et de bien d'autres pays sont approchées par des entrepreneurs, des sociétés fantômes ou divers

intermédiaires avec des promesses d'embauche. Parfois, elles sont incitées à faire venir aussi des parents ou des voisins. Arrivées en Allemagne, on leur donne dans un premier temps l'illusion de professionnalisme et de sécurité, puis les irrégularités commencent. Les promesses ne sont pas tenues, les conditions de travail sont déplorables et, une fois les contrats arrivés à leur terme, les gens sont renvoyés au pays. Du moins, les plus chanceux, parce que, bien souvent, l'intermédiaire disparaît avec l'entreprise, la société fait faillite avant la fin du contrat et les travailleurs finissent à la rue. Apathique au départ, l'ambassade a fini, sous les pressions, par délivrer une attestation à ceux qui, dans la confusion, avaient égaré leurs papiers, mais le billet retour, au moins 100 euros en bus, reste à leur charge.

« Insolvabilité stratégique »

Si cette situation sur le marché du travail dure depuis si longtemps, c'est apparemment pour ne pas contrarier les grands investisseurs. Les protestations et les procès opposant des ouvriers roumains qui ont participé à la construction du gigantesque centre commercial Mall of Berlin, achevé en 2014, à leur employeur - une de ces sociétés qui sous-traitent pour le compte de grands chantiers de ce type - ont duré cinq ans. La Cour fédérale pour le droit du travail (Bundesarbeitsgericht) d'Erfurt a fini par accepter l'argument de l'« insolvabilité stratégique » invoqué par l'employeur. Quand c'est dans son intérêt, une firme peut donc ne pas annoncer à temps qu'elle n'est plus solvable.

À la mi-avril, alors que les travailleurs signaient des contrats pour trois mois, la ferme Sparger Ritter n'était déjà plus solvable. Dès le mois de janvier, l'État allemand avait nommé un avocat de Bonn pour récupérer les dettes. Malgré cela, la famille Ritter a décidé de continuer à embaucher... Au cours de la dernière décennie, cette famille a construit son business sur ce modèle suivi par la plupart des fermes spécialisées dans la culture des fraises et des asperges au printemps.

Les centaines de saisonniers en voulaient surtout aux administrateurs en train d'annuler leurs contrats dans le cadre de la procédure d'insolvabilité. Vis-à-vis de la famille Ritter, leurs sentiments sont plus mélangés. Certains s'apitoient sur son sort et décrivent ses membres comme des gens biens qui ne leur feraient pas de mal s'ils contrôlaient la situation. D'autres reconnaissent que, les années précédentes, tout s'était bien passé pour eux. Or, il se trouve qu'en 2018, deux Roumains sont morts dans des conditions obscures et l'enquête aurait révélé des irrégularités. L'ambassade roumaine n'a pas transmis aux autorités allemandes les requêtes formulées par les proches des personnes décédées.

Grève et protestations

La décision collective de se mettre en grève le 15 mai à la ferme Sparger Ritter faisait suite au retard dans le paiement des salaires et à des rumeurs de régime préférentiel auquel certains auraient droit. Les fonctionnaires de l'administration ont appelé la police qui, une fois sur place, n'a pu que constater la situation avant de partir. Les syndicalistes de la FAO Bonn, qui ont appris la nouvelle à la radio régionale, ont dépêché sur place avocats et traducteurs, alerté la presse et mobilisé des militants des localités voisines. Dès lundi matin, les travailleurs ont été informés qu'ils avaient 24h pour quitter les baraquements dans lesquels ils étaient logés. Les agents de la société de gardiennage semblaient plutôt amusés par l'animation subite des lieux. Ils ne se sont pas solidarisés avec les grévistes et ont continué d'interdire l'accès aux baraquements tout en annonçant qu'ils n'allaient pas mettre les gens dehors. De toute façon, n'étant que cinq, ils n'auraient pu rien faire. Arabophones, parlant un peu l'allemand, pas du tout le roumain, ils semblaient ravis d'échanger des mots avec les sympathisants des grévistes.

La manifestation qui s'en est suivie a eu un caractère quelque peu irréel : plus de 300 personnes avec pancartes, drapeaux et haut-parleurs protestaient au beau milieu des terres agricoles, derrière le cimetière, pour se diriger vers les bâtiments des employeurs qui n'étaient peut-être même plus là. Les seuls spectateurs étaient les cinq gardiens et un poignée de policiers qui rappelaient aux protestataires la nécessité de respecter la distance entre eux.

Puis, une rumeur a commencé se répandre : « Ils viennent nous payer ! ». En effet, environ un tiers des manifestants ont été appelés. Mais, pour toucher l'argent, il fallait signer un papier auquel ils ne comprenaient rien et les émissaires du syndicat n'étaient pas invités aux négociations. L'avocat a finalement été accepté, mais sans interprète. La plupart de ceux qui sortaient des négociations avec les employés de la famille Ritter étaient blêmes, les sommes ne correspondaient pas à leur calculs. Plusieurs personnes se sont évanouies. Devant le mur du cimetière, les syndicalistes de la FAU ont dressé des tables pour examiner avec les principaux intéressés leurs contrats et les possibilités de recours. Les irrégularités ne manquaient pas, mais il était souvent difficile d'envisager une solution, certains ayant commencé à chercher du travail ailleurs. À un moment donné, quelqu'un est arrivé des baraquements avec des papiers ornés de fraises souriantes et rédigés dans un roumain Google Translate, proposant du travail dans une ferme située à 50 km. On ignorait qui les avait distribués.

Exténués et à bout des nerfs, certains se sont retirés dans les baraquements. Les autres ont poursuivi la marche, sont montés dans plusieurs trams pour aller à Bonn. Une fois arrivés à Bonn, ils se sont rendus au consulat roumain aux cris « voleurs !, voleurs ! », le slogan des manifestations contre la corruption PSD des années précédentes. Après une longue attente, les fonctionnaires ont fini par recevoir quelques-uns des manifestants et promis de venir à Bornheim.

Mais personne du consulat ne s'est déplacé le lendemain, et les anciens grévistes vont finir par se dissiper dans la nature. Plusieurs sont restés en contact avec les syndicalistes. À Bornheim, leur lutte n'a abouti qu'à des résultats médiocres si l'on compte les maigres sommes d'argent récupérées *in extremis*. Mais leur « exploit » leur a donné une certaine confiance et a permis d'informer sur leur condition peu enviable. Le désastre annoncé lors de la décision d'ouvrir les frontières en pleine pandémie pour permettre aux saisonniers roumains de travailler en Allemagne a donc débouché sur une réaction qui n'a pas été prévue par ceux s'en tenaient aux prévisions compatissantes ou cyniques.

Les échos dans la presse roumaine

Les retombées dans la presse roumaine méritent peut-être d'être signalées. C'est avec une certaine surprise que l'on a pu voir une plateforme comme *Digi24*, d'ordinaire peu portée sur le social, reprendre le communiqué de direkteaktion.org faisant état de la solidarité avec leurs camarades roumains. Chose nouvelle, une autre plateforme grand public, *Libertatea*, donnait la parole à un des grévistes de Bornheim et à un militant anarcho-syndicaliste allemand.

Mais une fois de plus, on assiste à un double standard. Il a fallu que la presse allemande s'intéresse à eux pour que la presse roumaine loue à son tour le courage de ceux qui revendiquent le respect de leur droits... en Allemagne. Si cela se passait en Roumanie, elle aurait vite ressorti l'épouvantail communiste. Et puis, il y a autre chose : cette même presse n'accorde pas autant d'intérêt aux 45 travailleurs tunisiens et égyptiens en grève de la faim à Sibiu depuis le 19 mai pour protester contre le refus de la société qui les embauchés de les payer, ni même aux 50 hommes et femmes du Sri Lanka qui ont attrapé la covid-19 en travaillant pour l'entreprise d'une ancienne ministre.